55e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 17 28 AVRIL 1938

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Comment s'est opéré l'*Anschluss*. — Le film hallucinant des faits, du 12 février au 13 mars 1938. — II. Les réflexions d'une Revue catholique autrichienne sur l'Anschluss. — III. Une vue d'ensemble de l'histoire contemporaine, en tant qu'elle aboutit à cette catastrophe, d'après la Revue catholique américaine *Commonweal*. — IV. Ce que pense M. Mistler des conséquences probables de l'Anschluss. — V. Comment Philippe Barrès démontre que l'Anschluss fut la hantise constante et personnelle de Hitler.

I

Un coup de tonnerre a retenti sur l'Europe : l'Autriche n'est plus qu'une province de la Grande-Allemagne. D'un geste, Hitler a « raflé » six millions et demi d'habitants. Nous pensons qu'il n'est pas un Français qui n'ait senti la rougeur lui monter au front, en apprenant les nouvelles des événements qui se sont déroulés, à un rythme *hallucinant*, — ce fut le mot employé, — du 11 au 13 mars dernier. Mais les faits sont les faits. Ils ne sont pas le droit, c'est vrai, mais l'histoire prouve qu'ils pourront le devenir, par une sorte de prescription inévitable, si le droit n'est pas soutenu par de puissantes interventions, — non pas aujourd'hui, certes, il n'en saurait être question, mais dans un avenir plus ou moins éloigné.

Pour l'instant, il ne sera pas inutile de consigner ici quelques détails sur la façon dont la catastrophe s'est produite. Cela nous sera d'autant plus facile que la plupart des Revues parlent de l'événement et le commentent, chacune à sa manière.

Nous consulterons d'abord principalement la *Revue hebdomadaire*, qui dans son n° du 26 mars a publié une sorte de *film* des faits autrichiens, sous ce titre qui sonne comme un glas : « *Les derniers jours de Vienne, Prise de vues* » (l'auteur de ces notes vécues est un touriste français qui se trouvait alors en Autriche, M. Fabrice Dongot), — et aussi l'*Illustration* du même jour, qui donne le récit d'un témoin oculaire, M. Roger de Craon-Poussy, sous ce titre : « *Le dénouement d'un drame historique : Fin de l'Autriche.* »

Au début de mars, la population autrichienne était encore relativement calme, au moins extérieurement. On sait que le gouvernement Schuschnigg dirigeait les destinées du pays depuis l'assassinat de Dollfuss, le 25 juillet 1934. Il y avait donc exactement trois ans et sept mois que le courageux chancelier, dont l'*Ami* dessinait le portrait dans son n° du 26 mars 1936, était au pouvoir.

Extérieurement, le gouvernement paraissait jouir d'une puissance absolue et incontestée. Il avait réduit au silence, à sa gauche les marxistes, à sa droite les nazis, et s'appuyait lui-même sur le V. F., c'est-à-dire sur le *Front patriotique*. Assurément, il aurait été désirable que le sentiment de l'indépendance autrichienne eût pris corps autour de l'antique dynastie des Habsbourg ; un obstacle difficile à franchir se serait dressé par là en face des ambitions d'Hitler. Mais on sait que la Tchécoslovaquie a commis là une lourde faute dont elle ne tardera pas à payer les conséquences très cher, ne fût-ce que par le cauchemar constant que lui causent dès à présent les visées nazistes et l'agitation provoquée des Sudètes.

Au sein du parti patriotique autrichien, les monarchistes avaient une force prépondérante. Mais sous la pression des influences extérieures, M. Schuschnigg avait dû écarter le prince Stahremberg, pour mieux affirmer sa volonté de barrer la route aux aspirations que sans doute il partageait lui-même au fond de son cœur. Le Front patriotique dominait toute la vie autrichienne, au même titre que le parti nazi en Allemagne, le communisme en Russie, le fascisme en Italie. L'humour populaire avait donné à l'insigne du parti le surnom de « *Existenzstreiferl* » (quelque chose comme « ruban gagne-bifteck »). On estime que le parti comptait officiellement trois millions et demi de membres. Mais la plupart d'entre eux gardaient soigneusement leur insigne dans leur portefeuille et ne l'arboraient que dans les cérémonies officielles ou pour pénétrer en quelque bureau et obtenir une faveur administrative. On ne considérait pas le danger naziste comme grave, et on ne lui accordait pas plus du quart de la population. Encore à la veille du plébiscite décidé par M. Schuschnigg pour le dimanche 13 mars, le guide qui conduisait M. Dongot à travers les salles innombrables du château de Schœnbrunn, pouvait lui dire :

« Ici, Charles IV signa son abdication, peu avant la fin de la Grande Guerre, ici bientôt nous serons réunis pour accueillir son fils et successeur, l'archiduc Otto.
— Et le plébiscite, que donnera-t-il ?
— Ah, mein Herr, le résultat ne fait aucun doute ! Les 75 pour cent des votes iront à Schuschnigg et les 25 pour 100 seront le fait d'une bande de voyous déchaînés qui ignorent tout de la guerre, ne l'ayant pas faite, et qui ne savent pas que les Allemands sont décidés à envahir notre pays. Mais allez ! je suis bien tranquille... Même si le sang doit couler, ils recevront une rude leçon ! Tant pis pour eux !... »

Ainsi parlait-on encore, le vendredi 11 mars, dans l'après-midi, au moment même où le destin de

l'Autriche se décidait et où l'opération de l'*Anschluss* se faisait « à froid », sans effusion de sang !

Le carnaval s'était déroulé gaiement à Vienne, qui est une ville de plaisir et d'art, de légèreté et d'insouciance. Pourtant, l'entrevue de Berchtesgaden, le 12 février, avait jeté une ombre dans le ciel limpide et donné une première alarme. De prime abord, on s'était inquiété.

« Un énervement général, écrit l'*Illustration*, fit place à l'euphorie ; les passants montraient une face atterrée, l'inquiétude se lisait dans les regards, tandis que la soirée (du 12 février) voyait les premières et timides — très timides — manifestations de joie naziste. Ce côte-à-côte d'incertitude angoissée auprès de la majorité et de réjouissance en sourdine d'une minorité encore très prudente, dura trois jours ; le 15 au soir, on publia une nouvelle liste ministérielle. Il y eut un « ouf ! » de soulagement ; Hitler n'avait donc pas demandé plus, l'accord du 11 juillet 1936 demeurait en vigueur. L'amnistie pour les nazis et la présence de M. Seyss-Inquart à l'Intérieur et à la Sûreté produisirent une impression pénible, mais l'on se consola en apprenant que les agissements « illégaux » prendraient fin ; d'ailleurs le nouveau ministre national-socialiste était encadré par deux hommes sûrs : le chancelier et le secrétaire d'Etat Skubl ; il avait reçu comme collègues un légitimiste, un *heimwehrien* et même un socialiste ! »

On attendit alors le discours de Hitler, du 20 février. De nouveau, l'angoisse reparut. Que voulait au fond le tout-puissant chancelier allemand ? A qui recourir pour l'arrêter dans l'accomplissement de ses obscurs desseins ?

A la France ? Hitler avait dit à Schuschnigg : « Ne comptez pas sur elle : elle est divisée ! Elle ne bougera pas ! » Et sa prophétie s'est réalisée.

A l'Italie ? Elle avait partie liée avec l'Allemagne et elle espérait toucher la récompense de son inaction.

Or, dans son discours du 20 février, Hitler ne disait pas un mot de l'indépendance autrichienne. S'il proclamait bien haut son désir, sa volonté de paix, il n'en parlait pas moins des *dix millions d'Allemands* à faire rentrer dans le giron de la mère-patrie ! N'était-ce pas assez clair ?

« Mais l'on ergota, dit encore l'*Illustration*, l'on interpréta, l'on tenta de se rassurer jusqu'à la réponse de M. Schuschnigg, qui devait mettre les choses au point. Le jeudi 24 février, Vienne avait l'air complètement transformée ; toutes les maisons étaient pavoisées, les étendards longs parfois de 5 ou 10 mètres flottaient du haut des toits ou des balcons, et les teintes gaies de ces harmonieuses couleurs rouge-blanc-rouge donnaient à la capitale un air de jeunesse qui paraissait présager non seulement la venue prochaine du printemps, mais aussi quelque miraculeuse régénération du patriotisme autrichien. Les bas-blancs (nazis) avaient disparu de la circulation — sans doute sur un mot d'ordre, — et les rues étaient remplies, dès avant l'heure du discours (19 heures), d'une foule trépidante, où dominaient les petites gens et qui proférait des hourras enthousiastes en l'honneur du chancelier. Schuschnigg et popularité ! deux concepts qui avaient jusque-là paru contradictoires ; les voici qui s'accordaient à merveille !... »

De fait, le discours de l'homme d'Etat fut admirable, véritable chant du cygne dépassant de loin toutes ses autres manifestations oratoires. L'exaltation des patriotes en fut poussée à son comble. Il y eut un instant, en ce jeudi soir, 24 février 1938, où l'on put croire à une saine réaction de l'organisme autrichien. Le barrage était dressé en face du flot envahisseur. Mais tiendrait-il longtemps ? Le principal gain de cette journée semblait être le ralliement des masses socialistes enfin acquises au gouvernement !

Mais, les jours suivants, l'audace des nazis autrichiens ne cessa de grandir. Elle n'était pourtant pas encore agressive. Les nazis se sentaient protégés par la police qui les avait si longtemps traqués ; mais ils ne se sentaient pas le droit d'abuser de leur liberté d'action reconquise. Les passants juifs et les contre-manifestants patriotes n'étaient pas molestés. Aucun accrochage entre les partis rivaux. « Tout se passait sur le ton bon enfant propre à la foule viennoise. »

Soudain, le mercredi 9 mars, on annonce une grande nouvelle. Le chancelier, fort désormais de l'appui socialiste, s'est décidé à frapper un grand coup. Il a décrété qu'il y aurait, le dimanche 13 mars, une consultation populaire, un plébiscite, sur la question de l'indépendance autrichienne. Aussitôt sa manœuvre est comprise de tous. Voter pour une Autriche libre et allemande, indépendante, sociale et chrétienne, ce sera voter contre l'*Anschluss*. Le chancelier avait compté sur les acclamations presque unanimes qui avaient salué son beau discours du 24 février. Il s'était trompé ! Tout cela était plus ou moins factice. L'*Illustration* rappelle à ce sujet une « blague » autrichienne, au sujet de la formation du Front patriotique :

« M. Miklas, — le Président de la République, — il y a deux ans, arrive dans une ville de province :

« Y a-t-il des rouges ici ? demande-t-il au bourgmestre.

— Oh ! monsieur le Président, il y en aura bien dans les 40 % !

— Ah ! et des nazis ?

— Mettons 60 %.

— Comment ! Et le Front patriotique alors ?

— Ne craignez rien, monsieur le Président, ils y sont tous, les uns comme les autres ! »

Ce n'était, dans l'esprit gouailleur des Viennois, qu'une plaisanterie facile ; mais l'événement a montré qu'il y avait un fond d'amère et douloureuse vérité.

Sur le moment, quand on apprit que le plébiscite aurait lieu, on supposa dans le public que le chancelier Hitler avait donné son assentiment. Chez nous, en France, chacun se dit : « A la bonne heure ! Voilà une réponse crâne et franche à l'Allemagne. Le morceau sera plus dur à avaler qu'Hitler ne l'avait cru ! » Et naturellement on ne bougea pas, on ne fit rien, il n'y eut à Berlin aucune démarche collective de la France et de l'Angleterre, auxquelles se seraient jointes, à défaut de l'Italie, toujours butée depuis l'affaire éthiopienne, la Tchécoslovaquie, peut-être la Pologne, si l'on avait su insister, la Yougoslavie, directement menacée. Rien, il ne se produisit rien. L'Europe était frappée de paralysie ou d'aveuglement !

Le jeudi, le baromètre remonta en faveur du Front patriotique. Il se formait des cortèges en sens contraires dans les rues de la capitale, mais rien de grave. Avec une précipitation maladroite, le gouvernement mettait en œuvre l'appareil ordinaire de la propagande officielle. Les imprimeurs étaient débordés ; il leur fallait en toute hâte fabriquer des tracts et des affiches.

Au matin du vendredi, 11 mars, une pluie abondante de papillons blancs tomba dans les rues de la grande cité. C'étaient les tracts imprimés avec tant de ferveur, la veille. Que disaient-ils ?

— *Oesterreich ! Ja oder Nein ? Ja !* — L'Autriche ! Oui ou non ? Oui !

— *Unsere Fahne rot-weiss-rot ! Stimmt Ja !* — Notre drapeau rouge-blanc-rouge ! Votez Oui !

— *Mit Schuschnigg für ein freies Oesterreich !* — Avec Schuschnigg, pour une Autriche libre !

« La chaussée et les trottoirs, écrit M. Dongot, sont jonchés de ces appels désespérés ; les feuillets s'envolent de tous côtés, semblent hésiter avant de toucher terre ; certains restent accrochés aux branches des arbres ou aux câbles électriques. Déjà les passants ne s'intéressent plus à ces papiers et les piétinent négligemment. »

Mais les cortèges nazis deviennent plus audacieux encore. Ils vont et viennent, lèvent la main droite, crient : « *Heil Hitler !* » Les jeunes gens et les jeunes filles arborent la croix gammée à la boutonnière. Dans une agence allemande de voyages, les employés déménagent les meubles et fixent au mur un gigantesque agrandissement d'Hitler, aux pieds duquel s'accumulent aussitôt des bouquets de fleurs que déposent des fanatiques.

Les manifestants nazis étaient pour la plupart des jeunes, parce que le chancelier avait fixé à 24 ans l'âge électoral. Ils protestaient donc avec violence contre leur éviction. Toute la jeunesse de 16 à 24 ans était gagnée à Hitler. La police observait une attitude passive, quitte à disperser les groupes quand ceux-ci s'étaient assez époumonnés, et à établir des cordons pour empêcher les partis rivaux d'en venir aux mains.

Pourtant, les cris de *Heil Hitler !* l'emportaient nettement sur les autres, au matin du 11 mars. Or, pendant que cette agitation se déroulait, sans incidents graves, dans les rues et sur les places de l'énorme cité, au quartier du palais gouvernemental, sévèrement protégé par la police, le sort de l'Autriche se réglait, à l'insu de tous, à la *Ballhausplatz*. On a su peu après comment les choses s'étaient passées : arrivée successive de trois délégués du Führer, parmi lesquels M. Rudolph Hess, départ de von Papen, intervention du général Muff. Ces trois gestes signifient trois ultimatums de Hitler à Schuschnigg.

« Vers 5 heures du soir, écrit l'*Illustration*, le promeneur se rend compte subitement que les agitateurs patriotes se sont volatilisés ; plus que des nazis ou des spectateurs neutres attirés par la curiosité. La nuit se fait, on espère que le calme va renaître. »

Il n'en est rien. Les journaux du soir annoncent que le plébiscite est renvoyé *sine die*. Puis, à 19 h. 40, on entend à la radio le chancelier Schuschnigg adresser, avec des larmes dans la voix, son adieu à ses concitoyens. Cette date marque la fin de l'Autriche.

« Autour de nous, écrit l'*Illustration*, les hommes pleurent, les uns d'indicible tristesse, les autres de joie sans borne. »

Au dehors, la foule hurlante acclame Hitler. Aucun cri discordant ne se fait entendre. Les nazis sont maîtres de la rue. Toute la nuit retentit un tintamarre échevelé. De partout des êtres humains que l'on ne soupçonnait pas arrivent : des hommes, des femmes, des enfants même. Il y a là de toutes les classes sociales ; ce qui domine, ce sont des étudiants et des étudiantes, ainsi que les petits bourgeois des faubourgs. Ils viennent à pied, à bicyclette, à moto, en taxi, en tramway. C'est un délire qu'on lit dans leurs yeux. Les mêmes mots sortent de leur bouche : « *Sieg Heil !* Victoire, salut ! » La formule de délivrance qu'ils mâchonnaient tout bas, depuis des années, elle jaillit maintenant triomphale de leurs lèvres rieuses. Ce sont les 200.000 nazis de la capitale. Ils défilent en maîtres, ils sont seuls. Les autres, la masse des Viennois, sont dans le trouble, dans l'ahurissement ; ils ne comprennent pas encore ce qui se passe, ils n'ont pas eu le temps de se faire à la situation nouvelle. On ne les verra que le lendemain voler au secours de la victoire !

Le samedi 12 mars, la foule envahit de nouveau les rues, pour aller aux nouvelles. A l'agence allemande de voyages, c'est un flot de pieux adorateurs qui viennent fleurir l'image d'Hitler, comme une idole. La façade de l'agence est en partie masquée par de gigantesques bannières du Reich, qui frôlent les chapeaux et les têtes. Aux balcons de l'Opéra, dans toutes les rues de Vienne, apparaissent les couleurs éclatantes de l'Allemagne nazie. La croix gammée est hissée sur tous les édifices ; les miliciens du Front patriotique sont partout désarmés, sans résistance ; les mêmes policiers qui formaient des cordons quelques heures auparavant, revêtent des brassards où s'étale cette même croix. Les croix de Jérusalem qui servaient d'insigne au Front patriotique sont lacérées, démolies. Les proclamations de Schuschnigg sont arrachées. Tout cela, du reste, se passe sans violence proprement dite. On dirait que l'on assiste à la fin d'une sorte de plaisanterie, d'une simple blague, qui était le mythe de l'indépendance autrichienne. Les nazis triomphent, mais avec bonne humeur et n'oublient pas d'arroser largement leur victoire.

Cependant, le million de Viennois qui était resté chez lui, dans l'angoisse et l'incertitude, va à son travail comme de coutume, en ce samedi qui est le lendemain de la catastrophe. Le facteur qui apporte les lettres fait sa tournée. M. de Craon-Pousset entend le sien lui déclarer : « C'est la dernière fois que je viens, Monsieur ; avec ceux-là, je ne reste pas ! » Mais, le lundi, il est parmi ceux qui acclament le Führer. Il faut bien vivre !... Toutefois, l'impression qui domine dans la cité est le désarroi. Les gens vaquent à leurs affaires mécaniquement ; ils sont désorientés. Le travail ne dure pas très longtemps, du reste. Vers midi, un vrombissement assourdissant remplit soudain l'espace. Tous les fronts se lèvent vers le ciel : ce sont les premiers avions allemands qui arrivent, en ordre parfait, rangés par escadrilles. Ils survolent plusieurs fois la cité avant de se poser sur le champ d'aviation d'Aspern. Ils ont laissé tomber sur Vienne quantité de petits paquets : ce ne sont pas des bombes, mais des explosifs d'un autre genre, c'est-à-dire des proclamations, des tracts de toute sorte. C'est le premier salut de l'Allemagne nationale-socialiste à l'Autriche transformée. Tout le monde se jette sur ces feuilles pour en conserver au moins une en souvenir d'un événement d'une importance historique incontestable. Puis, au cours de la soirée, arrivent, par des trains spéciaux, les milices brunes qui accourent des quatre coins

du pays. Vienne a de nouveau un air de fête. Là où l'on observait, les deux jours précédents, une sorte d'agitation fébrile et en partie factice, on note maintenant une sorte d'insouciance joyeuse. Les enfants surtout sont dans la jubilation ; ils abondent dans la rue, car ils feront l'école buissonnière jusqu'au 20 mars. Les grandes personnes ne montrent pas une moindre naïveté dans l'allégresse ; elles se promènent avec fierté, arborant le nouveau brassard, ou bien elles admirent béatement les uniformes neufs. La journée du samedi se termine par une nouvelle et colossale retraite aux flambeaux.

Dans la nuit du samedi au dimanche, à 2 heures du matin, les premières troupes allemandes font leur entrée dans la capitale, à peu près inaperçues. Mais au cours de la journée, et presque sans interruption jusqu'au lundi soir, le pavé de Vienne, qui n'est plus qu'une cité provinciale allemande, va retentir sous le pas cadencé des bataillons feldgrau, des schupos et des miliciens noirs du Reich. Entre la proclamation de l'Autriche nationale-socialiste, le 11 mars, et l'annexion pure et simple, il ne s'est écoulé que 36 heures. L'*Anschluss* n'est déclaré officiellement que le 13 mars à 22 heures, mais il était fait, en réalité, depuis le principe.

M. Dongot a été témoin, en ce dimanche 13 mars, d'une petite scène qui mérite d'être rapportée.

« En quarante-huit heures, écrit-il, les Viennois ont appris le pas de l'oie, ce qui leur vaut l'approbation flatteuse des « libérateurs ». Je m'avance auprès d'un groupe compact d'écoliers qu'encadrent des instituteurs ; l'un d'eux, un barbu à longs cheveux rejetés en arrière, lit à cette jeunesse le récent discours du Führer, paru ce matin dans la *Nouvelle Presse Viennoise*. Il tient la feuille à deux mains et déclame d'une voix tremblante d'émotion. Chaque phrase est applaudie par les bambins qui hurlent : « *Heil Hitler !* »

Puis, c'est la lecture des dépêches de l'étranger, qui traduisent l'impression produite en Europe par le « glorieux événement », dépêches de Londres, de Rome, de New-York. Lorsque vient le tour de Paris, le visage de l'instituteur s'éclaire ; il éclate d'un rire sarcastique ; le nom de Blum vient à ses lèvres ; alors, sur un ton ironique, certains gosses se mettent à vociférer : « *Heil Blum !* (Salut, Blum !). »

Quand le Français qui écrit ces lignes veut prendre le train pour revenir en France, il est abordé mystérieusement dans l'un des couloirs de la gare par un jeune homme qui lui dit d'une voix émue : — « Je vous en supplie, Monsieur, soyez prudent, ne parlez pas des événements ; le train est plein de policiers et de mouchards ! »

D'autres voyageurs arrivent, quelques Anglais ahuris, des Américains, des Roumains et aussi une foule d'Autrichiens « non-aryens », c'est-à-dire sémites, qui jettent dans les compartiments des regards inquiets de bêtes traquées.

Le convoi s'ébranle. Par les portières, on aperçoit sur les routes les colonnes serrées des « libérateurs ». A leur tête roulent les autos des officiers. A la traversée des villages, on voit les chefs se dresser et tendre le bras d'un geste impératif. La foule des promeneurs, les paysans aux chapeaux verts agitent de petits drapeaux à croix gammée. A Linz, une grande jeune fille, portant le brassard nazi, pénètre dans le couloir du train, accompagnée de deux jeunes gens qui lui servent de gardes du corps. Dans chaque compartiment, elle crie aux voyageurs : « *Heil Hitler !* » Puis elle commence l'interrogatoire de chaque occupant. Du wagon occupé par M. Dongot, elle fait descendre deux hommes et trois femmes jugés suspects ; ils sont aussitôt encadrés par des policiers accourus au coup de sifflet impérieux de la jeune inspectrice de la Gestapo.

Enfin arrive la gare frontière, *Feldkirch*. Tout le monde descend :

« Et nous voici, dans la nuit glacée, devant un bâtiment où nous allons être fouillés, mis à nu et nos valises vidées. Le hasard fait que je suis le dernier à pénétrer dans le repaire où mes malheureux compagnons de voyage subissent l'examen et l'interrogatoire le plus rigoureux. Les idées les plus sombres m'assaillent : je pense aux cachots de la Gestapo, aux camps de concentration et l'évocation de ces scènes d'horreur hante mon esprit.

Enfin, la porte s'ouvre et je suis poussé devant une rangée de jeunes gens aux masques crispés, qui me regardent avec défiance, se passent et se repassent mon passeport en me donnant des ordres que je ne comprends pas.

O miracle : ils n'ouvrent pas mes valises. On m'entraîne au dehors et je me retrouve sur le quai glacial avec les rescapés de ce purgatoire.

Pendant ce long examen, une horde de chemises brunes, de policiers, d'inspecteurs en civil s'est ruée dans les wagons, a fouillé les couchettes, retourné les couvertures, arraché les tapis, et c'est dans un véritable chaos que nous réintégrons nos places.

L'aurore se lève. Le convoi repart. Dix minutes après nous sommes à Buchs, en Suisse. Le cauchemar est fini ! »

II

Nous attendions avec curiosité le n° de la revue autrichienne catholique *Schœnere Zukunft*, qui suivrait immédiatement la disparition de l'Autriche indépendante. Le triomphe du nazisme n'est-il pas le triomphe du paganisme raciste ? Comment les catholiques autrichiens envisageaient-ils le triomphe de Hitler ?

Ce n° est entre nos mains avec la date du 20 mars. Il s'ouvre par une déclaration de l'Editeur, le Dr Joseph Eberle, datée du lundi 14 mars 1938, et intitulée : « Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. »

« Les trois derniers jours, y lisons-nous, ont apporté de dramatiques transformations en *Mitteleuropa :* la démission du gouvernement Schuschnigg et la constitution d'un gouvernement national-socialiste Seyss-Inquart en Autriche, l'entrée des troupes allemandes en Autriche à la demande de ce gouvernement, la marche triomphale du Führer Adolf Hitler à travers le pays, la préparation à l'insertion totale de l'Autriche dans le corps de la nation allemande. On le voit, c'est encore l'annulation de l'un des points du *Diktat* de la paix parisienne, la constitution de la Grande-Allemagne.

« Combien épais et maladroits, de l'avis de tous les bons esprits, combien étrangers aux lois vitales des peuples, combien machiavéliques furent en réalité les Wilson, les Clemenceau, les Lloyd George, après la Grande Guerre !

« Ils voulaient, par les *Diktaten* de Versailles et de St-Germain, porter atteinte à la vie même du peuple allemand, le dépouiller, le rabaisser aussi moralement ; mais ils n'ont fait que réveiller de la sorte toutes les forces de résurrection intime de ce peuple, ils ont exalté en lui le sentiment patriotique et le sens de l'honneur. Ils ont détruit sottement une organisation harmonieuse de l'Europe centrale, ils ont favorisé les puis-

sances balkaniques, construit un groupe entier d'Etats nouveaux, avec des frontièrse contre-nature... »

Et l'auteur de cet article continue ainsi à déclamer longuement, non toutefois sans justesse, çà et là, contre la paix absurde de Versailles. Il appelle de ses vœux une reconstruction de toute l'Europe centrale, par la destruction des petits Etats et la réorganisation des groupements séculaires qui s'étaient formés en ces régions à travers les âges.

Mais, sans préciser ce qu'il embrasse par ce dangereux programme, il revient aussitôt à l'Autriche elle-même. On ne peut pas dire qu'il soit pleinement satisfait de ce qui vient de se passer. Il ne peut, sans doute, protester ouvertement contre la main-mise de l'Allemagne sur l'Autriche : en régime nazi, une protestation de cette nature coûterait cher !

On devine pourtant un regret, une aspiration inassouvie dans son langage, si prudent qu'il soit. Il n'ignore pas qu'Hitler est un Autrichien. Il fait donc appel, à ce qu'il nous semble, à ce sentiment de la fierté autrichienne, pour qu'un pays qui a de si grands souvenirs ne soit pas purement et simplement « mis à la suite », — comme une province secondaire, — au cœur de la Grande-Allemagne.

C'est du moins en ce sens que nous interprétons le long développement qui suit et dont voici la substance :

L'Autriche a une grande et noble histoire. Elle a eu, durant des siècles, la haute direction du Saint-Empire romain-germanique. Elle a été, pendant cent ans, le centre de la monarchie danubienne. Elle a été le pays héréditaire de cette grande dynastie des Habsbourg qui, durant plus de la moitié d'un millénaire, a commandé à l'Europe centrale. Elle peut s'enorgueillir d'hommes d'Etat tels que Kaunitz, Metternich, Schwarzenberg, Lueger, de soldats tels que Wallenstein, Stahremberg, Montecuccoli, le prince Eugène, Daun, Laudon, Charles d'Autriche, Radetzky, Tegetthoff, Conrad. Elle a eu de saints prêtres tels que Abraham a Sancta Clara, Marco d'Aviano, Clément Hofbauer, le P. Abel. Elle est la patrie de grands artistes, tels que Fischer von Erlach, Lukas von Hildebrand, Prandauer, Ferstel, Siccardsburg, Schmidt, de musiciens de génie comme Glück, Haydn, Mozart, Schubert, Johann Strauss. Elle a fourni à Beethoven le lieu de son séjour. Elle est le pays des Raimond, Grillparzer et Stifter, des Weiss, Ficker, Louis Pastor, Vogelsang, Kralik. Elle fut, durant presque un demi-siècle, le siège de l'Ecole de médecine la plus brillante de l'univers.

Cette Autriche glorieuse avait été détruite par les dispositions du traité de paix parisien. Elle avait été réduite, par d'atroces mutilations, à un petit pays, poussée vers la misère, le découragement et le désespoir. Et pourtant elle s'était mise courageusement au travail. Et M. Eberle nous donne toute une série de chiffres attestant l'amélioration constante et sensible des conditions économiques de ce vaillant pays. Les gouvernements qui ont travaillé à ce relèvement se plaçaient sur le terrain des faits. Ils voulaient sincèrement l'indépendance de l'Autriche. Mais le point de vue économique n'est pas tout, au sein d'un peuple. En Autriche, une poussée puissante se produisait vers le rattachement à la Grande-Allemagne, reconstruite par un Autrichien, Hitler, vengée à la face du monde, par des coups d'audace successifs, des humiliations de la Grande Guerre. L'attraction vers la force renouvelée de l'Allemagne, la volonté de participer à cette force, de retrouver de la sorte le prestige qui s'attache à un grand peuple, à une nation capable de parler dans le monde en maîtresse, tout cela a été plus fort que le particularisme antérieur, que le sentiment de l'indépendance lui-même.

Mais sans s'attarder davantage au regret de cette indépendance, l'auteur s'incline devant les faits, non sans formuler une prière :

« Nous n'avons pas ici, dit-il, à adresser des paroles particulières aux vainqueurs du jour, dont l'allégresse et la confiance sont extraordinaires. Seulement la prière d'accorder à l'Autriche, en Allemagne, la place qui répond à sa grandiose histoire, à ses traditions culturelles, à ses puissantes forces créatrices. Seulement la prière de traiter les représentants du gouvernement vaincu, dans la mesure où ils étaient de bonne foi et sans reproches, avec tous les ménagements et l'esprit chevaleresque, conformément au principe qu'il y a plus de force conquérante pour les âmes dans le soleil que dans la tempête. Ici, nous avons surtout à nous adresser à ces Autrichiens (il s'agit probablement des monarchistes) qui attendaient l'évolution de l'avenir autrichien, ou tout au moins les étapes de cette évolution, dans d'autres directions, par d'autres chemins, avec une autre tactique et stratégie. A ceux-là nous disons : « *Il faut tenir compte des faits inébranlablement acquis.* » C'est sur le terrain de ces faits qu'il convient de se placer pour atteindre réellement un *meilleur avenir* (c'est le titre du journal : *Schœnere Zukunft)* pour l'ensemble du peuple allemand... »

En somme, le journal prêche la résignation.

Mais il eût été bien étonnant que le point de vue chrétien ne fût pas, lui aussi, évoqué. C'est par là que l'auteur termine son article prudent, mais d'un ton incontestablement noble et élevé.

Nous devons, dit-il en substance, considérer l'avenir en chrétiens. Les chrétiens et catholiques allemands ont des devoirs envers leur peuple, celui de lui assurer les bienfaits de leur foi. Il est des milieux qui redoutent de la part du christianisme une sorte de diminution du patriotisme, un affaiblissement de la volonté et de l'énergie nationales. Quel préjugé ! Il y a un principe catholique qui dit : « *Gratia perficit, non destruit naturam !* » Ce qui veut dire : « Le monde religieux n'est pas en rupture avec la nature, avec les sentiments naturels. Bien loin de là, le sentiment religieux apporte à la nature une force, une pureté, une perfection. » Le christianisme ne regarde pas l'amour de la patrie et le service de la nation comme un objet de contrainte ou d'opportunité, mais comme une obligation étroite de conscience, pour l'observation de laquelle on répondra devant Dieu. Dans la conception chrétienne, l'amour de la patrie et de la nation se range auprès des devoirs envers les parents et, en un sens, il leur est supérieur.

Tel est l'enseignement des Augustin et des Thomas d'Aquin.

D'autre part, il convient de regarder en avant et non pas toujours en arrière et de coopérer à la construction future. Arrivé à ce point de son développement, M. Eberle risque une insinuation qui nous a beaucoup surpris et passablement scandalisé. Nous traduisons littéralement :

« Qui sait si dans ces dernières années, en Allemagne, on en serait venu à de si redoutables conflits entre l'E-

glise et certains milieux nationaux, si les chrétiens individuellement ne s'étaient pas trop longtemps cramponnés au passé, s'ils ne s'étaient pas exposés à être distancés et à devenir l'objet du ressentiment, au lieu de reconnaître tous les projets et toutes les réalisations effectives, d'en bénir les auteurs et de leur donner, par une étroite coopération, un assentiment convaincu ? La marche du monde ne s'accomplit pas avec ceux qui se tiennent à l'écart, mais avec ceux qui travaillent. Il est des personnes, dans le nord, qui se sentent émues en songeant aux mausolées de Charlottenburg et de Potsdam, comme il en est en Autriche qui s'attendrissent au souvenir du tombeau des empereurs et de l'aigle double des Habsbourg. D'accord, mais il faut savoir passer des souvenirs à l'action la meilleure d'aujourd'hui et de demain, car ce qui était vraiment de haute valeur hier viendra demain en réalisation sous une forme quelconque. »

Il nous semble que, dans les premières lignes de cette exhortation aux monarchistes et aux catholiques, il y a un outrage au courage des catholiques allemands, qui luttent, depuis des années, contre la grande vague de déchristianisation qui découle du triomphe du nazisme. Mais ceci explique peut-être le ralliement, qui a paru si précipité, du clergé autrichien à l'*Anschluss* [1].

Dans un second article, en date du 27 mars, le même auteur donne le programme qu'il approuve et qu'il s'attend à voir se dérouler en Autriche.

Il rappelle fièrement que l'Autriche avait une mission séculaire : être l'intermédiaire de la culture allemande et l'organisatrice de l'Europe du sud. Il s'élève de nouveau contre la cruauté systématique des auteurs du traité de Versailles, qui avaient réduit l'Autriche au rôle de « porteuse de la croix parmi les peuples, le rôle d'une Irlande à travers l'histoire, d'une Pologne d'avant-guerre. »

Puis il aborde le programme de l'Allemagne en Autriche. Voici comment il le conçoit :

1° *Constitution d'un gouvernement fort.* — Le XIXe siècle a été le siècle du constitutionnalisme, des « rois de carton », du transfert des pouvoirs des monarques aux représentants du peuple. Ce fut le temps du parlementarisme, c'est-à-dire de la lutte des partis, de l'oppression des minorités par les majorités.

« Regardez la France, s'écrie l'auteur, quel reniement de la part des ministères qui changent presque de semaine en semaine ! Quel abandon des intérêts publics ! Allez à Paris et vous y verrez les édifices du gouvernement si négligés, les drapeaux qu'ils portent si souillés, que l'on en distingue à peine les couleurs ; vous verrez au Louvre les tableaux d'une valeur immortelle pendus à des murs sales ; le parquet du palais de Versailles est si vermoulu qu'on risque de s'y casser les pieds, les parcs sont si mal tenus qu'ils retournent à l'état sauvage... Tout cela est l'image du délaissement de l'intérêt public où mène le pur parlementarisme [2]. »

2° En second lieu, le programme hitlérien comprendra une *nouvelle affirmation de la nation.* — Le XIXe siècle fut le siècle du cosmopolitisme sans caractère Aucun peuple n'osait plus être lui-même. Le libéralisme en honneur tend à la création d'une humanité amorphe, partout la même, partout dépouillée de ses traits individuels. Il néglige l'existence de la nation entre l'individu et l'humanité Les grandes forces : la presse, le théâtre, le film, la radio, le livre devaient être partout internationalisées ; la mode devait être identique à Paris, ou à Londres ou à New-York. L'hitlérisme sera un retour au caractère national.

3° En troisième lieu, *la subordination du capitalisme.* — Le XIXe siècle avait été le siècle du triomphe pour le capitalisme. L'Europe devenait une immense fabrique, une usine énorme, d'où partait le commerce mondial. Mais dans ce système, tout était soumis à la loi unique du profit, et du profit pour quelques-uns au détriment de l'Etat d'une part, de l'ouvrier d'autre part. Le gain seul était roi. L'homme était l'esclave de la machine. Si le capitalisme a eu de bons côtés et d'heureux résultats, en ses débuts surtout, il a abouti à une impasse d'où il faut sortir. Il faut qu'il soit enchaîné, qu'il serve désormais au bien public et non au bien d'une caste privilégiée. C'est pourquoi les masses des ilotes et des esclaves applaudissent à ceux qui remettent à leur place l'or et ses princes !

4° En quatrième lieu, *le refoulement du judaïsme.* — Sous la protection du libéralisme, du parlementarisme et du capitalisme, le judaïsme est arrivé à une hégémonie intolérable. Le libéralisme a apporté aux Juifs l'émancipation, le parlementarisme leur ouvrit toutes grandes les avenues du pouvoir, le capitalisme les poussa aux premières places dans les banques et les bourses, dont dépendaient les industries et les grandes entreprises commerciales de tous les peuples. Dispersés sur tous les continents, ils formaient une puissante internationale de l'argent et de la finance. Sombart a pu dire que le capitalisme n'est pas autre chose que l'*esprit juif*. « Le juif roi de l'époque » (en français dans le texte) n'était pas une simple plaisanterie, mais une triste réalité. Ne devait-il pas se produire une réaction, et les peuples ne devaient-ils pas se rallier à tout mouvement nationaliste ayant pour but de restituer à la race autochtone la possession de son propre héritage ?

5° En cinquième lieu, *des réalisations en faveur du tiers et du quatrième Etat.* — Il s'agit de se pencher sur le peuple accablé d'impôts et de charges, de lui rendre la vie plus agréable, plus belle, plus tranquille, plus assurée, de combattre l'horrible plaie du chômage, de favoriser l'agriculture, car celui qui fournit le pain, en temps de disette, est le Sauveur de l'humanité et mérite de se sentir en sécurité.

6° En sixième lieu, *obtenir au peuple allemand la place qui lui revient dans le concert des peuples.* — L'histoire de ce peuple a été pleine de péripéties. Longtemps il fut le peuple dirigeant de l'Europe. Puis le particularisme princier le fait tomber dans une déshonorante impuissance, du XVIe au XIXe siècle. Il est alors le champ de bataille foulé aux pieds par tous les grands conquérants : Gustave-Adolphe, le Roi-Soleil, Napoléon Ier. La Grande Guerre lui amène la suprême humiliation. Mais le temps est arrivé de la résurrection de ce grand peuple. Les successeurs des Wilson, Clemenceau, Lloyd George ne peuvent plus le traiter avec mépris, régler à leur guise les problèmes allemands ; mais ils doivent accueillir les revendications de l'Allemagne avec respect, esprit de justice, lui concéder ce qui est nécessaire à son existence.

Voilà un programme très vaste, dont on ne peut nier que certaines parties soient très hautes et très

[1] Dans le numéro du 3 avril, l'éditeur insiste sur la nécessité de ce *ralliement !*

[2] Inutile de souligner les exagérations.

utiles, mais d'autres très vagues encore et très périlleuses. L'auteur s'en doute si bien qu'il termine son article par des considérations un peu voilées et mystérieuses sur le caractère des grands mouvements de l'histoire, qu'il ne faut pas envisager avec de « petites sentimentalités », qui ne sont pas faits pour se dérouler comme les exercices des écoles de jeunes filles. Il s'attend donc à des actes plus ou moins mesurés, à des déploiements de violence sans doute, au moins envers les non-aryens, et peut-être même envers les représentants de l'action catholique, et il semble vouloir les excuser d'avance, ce qui est sans doute un peu excessif ! [2]

Mais attendons la suite. Elle ne tardera guère à se manifester aux yeux de l'univers éberlué. Puissent les roulements de ce tonnerre réveiller ceux qui s'étaient endormis sur le mol oreiller des lauriers de la victoire de 1918 ! La situation est maintenant retournée. Et nous allons voir comment un organe américain apprécie les positions actuelles des diverses puissances, depuis le coup d'éclat de Berchtesgaden et la réalisation de l'*Anschluss*.

III

Cet organe américain, c'est notre amie, la Revue catholique *Commonweal*, que nous avons si souvent l'occasion de citer. A la distance où se trouve l'Amérique et avec les puissants moyens d'information dont elle dispose, il est certain que l'observateur y est admirablement placé pour voir les choses en spectateur impartial et désintéressé. C'est en quelque sorte « le point de vue de Sirius », — mais d'un Sirius qui s'intéresserait prodigieusement aux événements terrestres.

L'article que nous allons résumer et parfois commenter est intitulé : *Europe after Berchtesgaden*, « L'Europe après Berchtesgaden », par Arpad F. Kovacs.

« Le récent triomphe de Hitler en Autriche a pu être appelé avec justesse, dit l'auteur, la plus grande victoire allemande depuis Tannenberg. » L'indépendance autrichienne était en effet considérée, en Europe, comme l'un des principes cardinaux de l'équilibre européen. Ce principe avait été solennellement affirmé dans les traités de paix, et toutes les fois que des tentatives d'*Anschluss* avaient été faites, une opposition ferme les avait immédiatement arrêtées. Nul n'a pu oublier la célèbre démonstration de Mussolini, au Brenner, en 1934.

Mais, maintenant, ce que l'on croyait irréalisable a été accompli. La seule question qui se pose désormais est de savoir si les nazis triomphants vont s'en tenir à cet éclatant succès ou s'ils vont s'efforcer de cueillir de nouveaux lauriers. Dans ses derniers discours, Hitler, tout en ayant grand soin de tenir la porte ouverte, par des allusions très claires aux Allemands qui ne sont pas encore rattachés à la mère-patrie, évite pourtant toute revendication directe et proclame toujours avec la même solennité grandiloquente la volonté de paix de son pays. Mais quand il parle des « 10 millions d'Allemands hors des frontières », quand on le voit par ailleurs renforcer sans cesse l'armée, quand d'autre part on s'aperçoit de l'abandon presque total du champ diplomatique par les autres puissances, il n'est pas difficile de prévoir ce qui arrivera. Aussi longtemps que la cueillette des lauriers se montrera aussi facile, on peut être certain qu'elle continuera. En tout cas, avec la chute de l'Autriche, ce sont les digues du Danube qui ont été rompues. Et le Danube est une voie de pénétration qui appelle de nouvelles conquêtes.

Comment pareille chose a-t-elle pu se produire ? L'Autriche disparue ! Le front de Stresa rompu ! Les puissances atterrées et cherchant péniblement à sauver la face ! C'est comme un Austerlitz diplomatique, avec le vainqueur campant sur le champ de bataille désert et chantant son hymne de victoire dans le silence des vaincus. La fameuse « sécurité collective » dont on avait tant parlé, la Société des Nations, n'ont pas même été mentionnées dans toute cette aventure ! Et Hitler se propose de pousser l'insolence, si ce n'est déjà fait, jusqu'à notifier officiellement à l'organisme de Genève que l'Autriche ne compte plus parmi les membres de la S. D. N. ! Voilà un des remparts de l'organisation de l'Europe qui s'écroule, cette Autriche dont on a souvent dit : « Si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer ! [3] »

Mais cette tragédie non sanglante de « l'*Anschluss* à froid » n'est que l'un des symptômes révélateurs des changements formidables qui sont en train de se produire dans la conduite de la politique mondiale. Il est des époques en quelque sorte stagnantes ou paisibles, où tout semble au repos, où les frontières sont relativement fixes, où l'on n'a pas besoin de réviser chaque jour ses connaissances géographiques. Ces temps ne sont pas les nôtres. Actuellement, tout remue, tout s'ébranle, comme dans un monde vermoulu, tout est remis en question, plus rien n'est sacré dans les signatures ni dans les engagements internationaux !

Selon M. Kovacs, tous ceux qui voulaient comprendre quelque chose à la marche générale des grandes affaires mondiales, dans les temps qui ont précédé la guerre, avaient coutume d'en chercher la clef en Angleterre. Là se trouvait, pense-t-il, le subtil et suprême directeur de la politique universelle [4].

La Grande-Bretagne, explique M. Kovacs, avait fait des Océans son domaine. Elle dominait les mers et son orgueilleux empire faisait l'admiration des peuples, tout en excitant leur envie. Sa politique séculaire tenait en deux maximes : *splendide isolement, — Europe divisée*. Ne se lier à personne tout à fait à fond, tenir l'Europe en haleine, sans y mettre la main, par le simple jeu des oppositions de peuple à peuple, n'appuyer sur les plateaux de la balance que dans les cas où l'un de ces plateaux penchait dangereusement d'un côté, se mettre toujours, en ce cas, du côté faible, quitte

[2] Dans le n° du 3 avril, il cite le cas du catholicisme français qui, pour s'être cramponné au passé, a été responsable du *combisme !*

[3] Cette expression, dont nous nous sommes souvent servi, montre la faute énorme commise par l'Italie. L'auteur que nous résumons a mille fois raison, à notre sens, de rappeler cette sorte de proverbe de la diplomatie.

[4] Pour le dire en passant, si nous nous sommes souvent figuré, nous Français, que notre pays avait une part réellement prépondérante ou du moins très notable dans les événements, c'était là une opinion flatteuse pour notre amour-propre national, mais elle n'était point partagée par la masse des écrivains en dehors de chez nous.

à changer de plateau ou à se retirer dès que l'équilibre était à peu près rétabli : telle était, dans son élégante simplicité, cette politique habile, prudente, économique et fructueuse. Du moment que l'Europe était équilibrée, l'Empire britannique était tranquille. Il pouvait se développer en toute sécurité, loin des regards européens, dans les colonies, partout où des territoires neufs étaient à prendre. Avant la guerre, il ne se trouva sur la route de l'Angleterre aucun compétiteur sérieux. Seule la France put se constituer aussi un empire colonial respectable, mais en s'entendant pour cela avec la Grande-Bretagne et en lui confirmant de la sorte la possession de ses propres conquêtes mondiales. Pendant tout ce temps, il ne se rencontrait, hors d'Europe, aucune puissance capable de lui porter ombrage. La *région des tempêtes* ne se trouvait qu'en Europe, ce qui permettait de la surveiller de près. Ni le Japon, ni les Etats-Unis, puissances non-européennes, ne pesaient encore d'un poids réellement inquiétant sur l'évolution terrestre.

Avant 1914, l'Angleterre comptait en Europe trois rivales : l'Allemagne, la Russie et la France. Mais ces trois rivales étaient elles-mêmes réparties en des camps opposés. Si elles avaient été unies, peut-être auraient-elles pu réclamer de très grosses parts dans le partage du monde colonial. Mais leur opposition laissait le champ libre à la Grande-Bretagne.

Aussi longtemps qu'elle put laisser la balance suivre ses oscillations propres sans intervenir elle-même, elle se tint à l'écart. Mais, vers 1905, il lui fallut opter. Après des hésitations que les historiens peuvent aisément décrire, l'Angleterre, grâce au bon sens de son roi Edouard VII, opta pour le système France-Russie, contre le système Allemagne-Autriche-Italie.

C'était l'axe horizontal opposé à l'axe vertical. La guerre devait s'ensuivre. Elle dura quatre ans et trois mois et la victoire fut acquise au système pour lequel l'Angleterre avait penché. On peut considérer comme une loi actuelle des conflits possibles : à moins que l'assaillant ne soit vainqueur par un coup de surprise et mette son adversaire hors de combat en 15 jours ou 3 semaines au plus, c'est celui qui possède la liberté des mers, c'est-à-dire du ravitaillement, qui doit finalement l'emporter. L'Angleterre peut donc redire l'orgueilleuse parole d'Henri VIII : « *Celui que j'aide, triomphe !* »

Après l'effroyable conflagration de 1914-1918, et tandis que les ruines fumaient un peu partout en Europe, il se produisit dans l'univers un très curieux changement. La région des orages se déplaça. Sans doute, le volcan diplomatique dénommé « Europe » continua à lancer de la fumée, beaucoup de fumée et parfois des éclairs, mais les éruptions avaient perdu de leur force. L'Allemagne était à terre ; la Russie sautait en éclats, par explosion interne. Deux des grandes rivales de la Grande-Bretagne se trouvaient ainsi hors de cause, pour un temps qui paraissait devoir être assez long. En outre, l'ancien empire d'Autriche-Hongrie était rayé de la carte. L'Italie, la puissance la plus faible de l'aréopage européen, sortait de la guerre appauvrie et exsangue, très troublée par des agitations intérieures. L'empire turc ensevelissait sous ses ruines l'ancienne « Question d'Orient », ce pont-aux-ânes de la vieille diplomatie européenne. La France elle-même, bien que victorieuse, avait trop de plaies à panser, de ruines à relever, trop d'intérêt aussi à conserver les faveurs de l'Angleterre contre un retour offensif de l'Allemagne vaincue, mais non écrasée, ni divisée, pour que la position de l'Angleterre ne fût parfaitement glorieuse et tranquille.

A la vérité, dans l'Extrême-Orient, un nouveau rival grandissait, montrait de l'appétit, de longues dents jeunes et vigoureuses : le Japon. Mais en somme c'était un allié, il avait encore besoin de l'Angleterre et il se trouva fort heureux de signer, en 1922, le traité naval de Washington pour la limitation des armements. Du côté des Etats-Unis rien à craindre non plus, car d'une part la communauté du sang parlait toujours, d'autre part l'Oncle Sam, aigri par les déceptions européennes, par le non-paiement des dettes de guerre, par les crédits gelés, par la crise économique, revenait à ses résolutions d'isolement et se désintéressait de l'ingrate Europe. N'avait-il pas un assez vaste domaine : d'un océan à un autre ?

Enfin, pour couronner cet ensemble, qui se situe autour de 1920 et dans les premières années suivantes, la grande *Pax britannica* sembla vouloir prendre forme et réalité dans la Société des Nations, qui étendrait son bienfaisant empire sur l'univers tout entier ! C'est alors que l'on put parler de *désarmement*. Il semblait que l'on entrât dans une nouvelle ère de l'histoire de l'humanité. On ne parlait de rien moins que de mettre « la guerre hors la loi », d'en empêcher à jamais le retour. Chaque matin, Genève pouvait proclamer la paix au monde, parfois en employant la divine parole des Evangiles, dont au surplus on avait soin de supprimer ou de passer sous silence la première partie : (Gloria in excelsis Deo et) *pax super terram hominibus bonæ voluntatis !*

Ou quand ce n'était pas de Genève que venait ce message apaisant et réjouissant, c'était de Londres ou de Paris, ou de quelques-unes des nombreuses villes où se réunissaient les diplomates, pour des règlements de comptes aujourd'hui bien oubliés !

« Le désarmement, écrit M. Kovacs, fut en certains cas une réalité et généralement parlant, ou plutôt dans le langage de la S. D. N., une grande probabilité. » Le volcan européen allait-il définitivement fermer son cratère, devenir un tranquille champ de culture, fertilisé par la lave des siècles antérieurs ? Avait-on bien combattu, de 1914 à 1918, pour qu'il n'y eût plus de guerre au monde ?

L'Angleterre s'abandonna alors à la plus dangereuse des illusions. Ce fut grâce à elle que l'Allemagne ne fut pas bridée dès le début de ses ambitions de revanche. Ce fut elle qui estima qu'il fallait appliquer au formidable sport entre peuples ce *fair play* qui est la loi du sport entre joueurs professionnels ou amateurs. Le boxeur tombé au tapis put se relever, grâce à ce faux calcul. Une fois relevé, il eut largement le temps de souffler, toujours grâce à une sorte de protection occulte de l'Angleterre et grâce à la confiance mise par elle dans la Société des Nations. Même quand, avec l'avènement du nazisme, en janvier 1933, les signes précurseurs des prochains orages se firent entendre, quand la France, divisée et perdue dans ses querelles de partis ou d'individus rivaux, commença à

s'inquiéter, la Grande-Bretagne continua à garder « sa tête dans le sable », c'est-à-dire à faire la politique de l'autruche.

Elle ne commença à s'émouvoir que quand la *route impériale* fut mise en péril par l'Italie. Aussitôt, elle alerta la France, son soldat sur le continent, elle alerta la Société des Nations, son grand instrument juridique pour le maintien du *statu quo* universel. Elle ne craignit pas de la sorte de s'aliéner l'Italie, de la pousser dans les bras de l'Allemagne, qui, de son côté, profitait des embarras de l'Europe et du long sommeil de l'Angleterre, un colosse sans doute, mais désarmé, pour rayer l'un après l'autre, et par décision unilatérale, tous les articles gênants du traité de Versailles.

« D'un seul coup, écrit M. Kovacs, *la gloire* (en français dans son texte), qui avait brillé d'un si vif éclat, depuis 1919, commença à pâlir. Dépassée par le Troisième Reich, la Troisième République cessa de jouer le rôle d'un puissant allié, — elle devint plutôt un satellite de la Grande-Bretagne et bientôt le Rhin fut proclamé frontière orientale de l'Angleterre. »

Mais le Japon et l'Italie devenaient de plus en plus audacieux ; les ongles du lion britannique étaient de plus en plus rognés. Les grandes affaires publiques ne se déroulaient plus sur le champ restreint de l'Europe ; on était entré dans la politique mondiale, dans le même temps que les questions économiques prenaient une ampleur du même ordre, en sorte que toute décision prise par les industriels, les commerçants, les banquiers, les agriculteurs aux Etats-Unis ou au Canada eut désormais son retentissement certain à Paris, Lyon ou Marseille, comme à Berlin et Londres. Hitler a pu dire, dans son discours du 20 février dernier, ces mots qui ne nous ont pas beaucoup frappés, parce qu'il y en avait trop d'autres qui s'adressaient plus directement à nous, mais que les Américains, eux, n'ont pas entendus sans stupéfaction : « L'Italie, l'Allemagne et le Japon *constituent un facteur puissant dans le Pacifique !* » La grande révolution diplomatique est en cela. Elle a été proclamée par Hitler. L'orage s'avance sous la forme d'une tornade électrique colossale et l'Angleterre se trouve désarmée ! « Car le monde regarde du côté de l'Angleterre, insiste M. Kovacs. Le fait a été assez démontré, quand Hitler s'est adressé, à plusieurs reprises, à cette puissance seule, en ignorant toutes les autres, à l'exception de ses alliés (Italie et Japon). »

Mais au lieu de se porter au-devant de la tempête, pour en hâter la décharge et la canaliser, tout le monde s'est tu, y compris l'Angleterre, attendant, en un silence plein de stupeur, la chute de la foudre, pour savoir où elle allait tomber « Pauvre Autriche ! »

Arrivé à ce point de son développement, l'auteur que nous traduisons, en le prolongeant çà et là, poursuit :

« En cette catastrophe, alors que l'univers regarde vers la Grande-Bretagne, pour en recevoir un mot d'ordre, une direction, comment donc le monde apparaît-il à la Reine des Mers médusée *(bewildered)?* Où sont les poids qui peuvent être jetés dans la balance par cette brillante manœuvrière de l'équilibre mondial ? La France est clouée au Rhin. La *Wacht am Rhein* n'est plus le cri de guerre de l'Allemagne, mais le devoir pénible et onéreux de la France. La France ne pouvait être que d'un petit secours dans le Pacifique. Elle est devenue une « marche » de l'Empire britannique, sur le Rhin et sur les Alpes. »

Et que pensent les Etats-Unis de tout cela ?

« Vue de notre pays, écrit M Kovacs, la tempête est encore très éloignée et le poids mort de la résistance à toute entrée en de nouveaux embarras et de nouvelles répudiations de dettes demeure immense. Les grandes démocraties sont lentes à se mouvoir. Il est facile de jeter dans les plateaux de la balance de la grenaille de plomb, mais pour y rouler une meule de moulin, cela demande du temps ! Il n'est pas une grande voix, chez nous, capable de clamer comme un tonnerre son *ceterum censeo*, à travers le tintamarre de nos stériles controverses. »

Et la Russie ? N'est-elle pas la première intéressée par la menace naziste et fasciste ? Ne voit-elle pas l'orage qui s'avance contre elle de deux côtés à la fois : du côté du Japon, son ennemi héréditaire, et du côté de l'Allemagne, où la *Gestapo* se déclare bruyamment contre le *Komintern ?* Evidemment la Russie aurait pu et dû être ici un facteur sinon décisif, du moins considérable. Mais elle se déchire elle-même. Elle emprisonne et tue ses meilleurs hommes d'Etat et ses plus illustres généraux. Staline a déclaré ouvertement : « Pas d'aide à la Chine, » pour éviter toute complication avec le Japon ; mais comme il l'avait fait en Espagne, tout en se déclarant neutre, il a agi sournoisement, ce qui est la pire des faiblesses. Car le Japon n'est pas dupe, pas plus que l'Allemagne ou l'Italie en Espagne. Donc, de la part du Japon, aucune reconnaissance envers la Russie pour sa non-intervention officielle en Chine.

« La Russie, écrit M. Kovacs, montre les signes d'une étonnante passivité. Est-ce qu'elle se sent assez forte pour n'avoir pas peur de se montrer faible et patiente ? Pourquoi Staline a-t-il ainsi modifié ses vues les plus essentielles ? Pourquoi a-t-il fait soudain appel au prolétariat mondial, en déclarant que la Russie socialisée ne suffit pas à assurer le triomphe du marxisme ? Il y a quelques années, il a exilé Trotzky pour avoir proclamé des principes tout à fait semblables... Le voilà qui devient Trotzkyste à son tour. Va-t-il sévir contre lui-même, comme il l'a fait contre tant d'autres ? L'épuration va-t-elle continuer et jusqu'où ? Tout cela n'est qu'une imposante démonstration de chaos, de faiblesse et d'inquiétude et tout cela prouve que la Russie n'est certainement pas aujourd'hui une puissance dont on peut se servir comme d'un puissant contrepoids. Elle serait plutôt une chaîne, un poids mort, un boulet à traîner, en toute combinaison où elle pourrait entrer. Abandonnée de tous, elle fait appel au prolétariat mondial pour voler à son secours (comme si sa masse de 165 millions d'habitants ne comptait pour rien !). »

Tel est le spectacle que donne actuellement le monde à un observateur impartial. Et c'est cela qui explique les événements qui se déroulent. La Grande-Bretagne a lâché la direction. La balance qu'elle croyait tenir sous son constant contrôle, échappe à sa volonté et à sa puissance et se livre à des mouvements désordonnés. Elle ne se battra jamais seule, pour les autres, et elle ne trouve personne, si ce n'est une France lasse et agitée, pour lui tenir compagnie. Elle n'est pas prête pour les suprêmes conflits qui montent à l'horizon. De là son geste de jeter sur le tapis des milliards de livres ster-

ling pour son réarmement. Ce geste est surtout fait pour encourager ses amis. Le comprendront-ils ?

En attendant, la digue danubienne est rompue. Que sera demain ? On ne le sait pas. On tâche de se rassurer, en se disant : « L'Autriche est avalée, mais non digérée ; nous avons encore deux ans devant nous avant l'échéance. »

Ou bien encore : « L'Italie n'a pu concéder à Hitler le droit d'entrer en Autriche, sans obtenir une contre-partie importante. Or, cette contre-partie, cela ne pouvait être que la Tunisie, ou les Baléares, ou la Corse, ou quelque autre point stratégique important, tendant à faire de la Méditerranée un lac italien. Or, l'Italie n'a pas bougé. C'est donc qu'elle a réfléchi, que les avances anglaises lui ont proposé une autre base de calcul... »

Tout cela est juste, sans doute ; mais prenons garde que tout cela ne soit que verbiage, pour prolonger notre sommeil et ne pas nous arracher à la mortelle torpeur où nous sommes plongés !

Une chose est sûre : c'est que, pour savoir ce que demain nous prépare, on ne prête pas l'oreille actuellement à ce qui se dit à Paris, ni même à Londres, mais à Berlin. « Le monde, écrit M. Kovacs, est stupéfait de ce qu'il voit, mais il ne bouge pas, il ne pense même pas, du moins jusqu'à ce que Hitler ait parlé. » — Ici on nous dira : « Vous ne parliez pas ainsi de Hitler, il y a quelques années, vous le traitiez un peu comme un aventurier sans envergure et sans importance ! » Nous répondrons : C'est vrai, mais c'est parce que nous ne pouvions prévoir ni l'aveuglement de l'Angleterre, ni la décrépitude politique de notre infortuné pays, le vainqueur de 1918, le vaincu de 1938 ! En 1914, un ultimatum à la Serbie a déclanché la Guerre. En 1938, un ultimatum à l'Autriche n'a fait bouger personne. Hitler ressemble, comme il l'a dit lui-même en un discours de 1936, à un somnambule lucide, qni va droit son chemin, bien qu'il ait les yeux fermés ! Mais c'est pendant que tout le monde dort.

La politique du somnambulisme, c'est la *démission de la raison* dans les affaires humaines.

En 1756, quand s'ouvrit la Guerre de Sept ans, l'Angleterre tout entière fut agitée par un pamphlet anonyme où, prenant texte de la trahison de l'amiral John Byng, dont la conduite devant Mahon avait été trop molle, l'auteur faisait honte à son peuple de n'être plus qu'une nation dégénérée, mûre pour toutes les servitudes et toutes les hontes. Ce pamphlet servit autant que l'arrivée au pouvoir de Pitt pour réveiller les Anglais. Que nous aurions besoin aujourd'hui d'un autre *Brown*, — c'était le nom du pamphlétaire, du reste obscur, auteur de l'*Estimate*, qui eut alors tant de retentissement !

Et voici la conclusion de M. Kovacs : « Aujourd'hui on permet au Japon de marcher vers la formation d'un empire de 400 millions d'habitants... Qu'importe dès lors (à l'Angleterre) que l'Allemagne nazie s'empare d'un petit pays de 6.500.000 habitants ?... Après tout, qu'est-ce que Vienne auprès de Shangaï ? »

Oui, le monde est en mouvement. Les villes s'écroulent en cendres, en Chine, en Espagne ; d'autres cités changent de maîtres, de symboles, de drapeaux. L'Europe a cessé d'être le pivot de la diplomatie mondiale. Hitler a pu réaliser, en un tourne-main, le rêve de Guillaume II : la *Mitteleuropa*. Partout ce sont les cris d'enthousiasme acclamant les dictateurs qui remplissent les airs : *Sieg Heil !* ou bien *Eia ! Eia ! Alala !* ou encore (au Japon) : *Banzaj !*... A quand le réveil des démocraties ?

Ajoutons que dans un nouvel article de *Commonweal*, — un éditorial en date du 25 mars 1938, — on lit cette prédiction :

« Aujourd'hui l'Autriche sonne les cloches. Demain les Autrichiens se tordront les bras de désespoir... Hitler à Vienne est indubitablement le seul maître qui est en mesure de déterminer, autant que l'on peut déterminer quoi que ce soit, ce que sera le destin futur de l'Europe. Son adresse et sa position présente doivent être interprétées correctement. La solution précise des problèmes européens actuels dépend, en dernière analyse, de l'exactitude de l'évaluation que l'on fera de sa puissance réelle. Beaucoup trop de gens, jusqu'ici, ont refusé de le prendre au sérieux. On regardait « *Mein Kampf* » comme une plaisanterie. On s'illusionnait en s'imaginant et en répétant qu'Hitler était à peine un peu plus qu'un visionnaire, le jouet de la Reischswehr, la pièce-maîtresse des Grosses Affaires en Allemagne, un dictateur dont on n'avait qu'à attendre les fautes inévitables et qui se détruirait de lui-même. »

Tout cela aurait pu, aurait dû être vrai. Tout cela serait de l'histoire actuellement, s'il y avait eu une France ! Mais ne nous y trompons pas : nous allons à un formidable conflit dont l'enjeu n'est pas seulement la liberté et l'honneur de la France, mais *la victoire de la civilisation chrétienne* sur le *nazisme païen !* Quiconque restreint son champ de vision à de petits intérêts ou à de mesquins calculs est un aveugle ! Nous revenons aux temps où entre l'Allemagne du nord et l'Allemagne du sud, c'était le problème de la victoire de Luther sur l'Eglise catholique qui se posait. Vienne était alors le rempart de la vérité catholique à la fois contre le croissant d'une part et contre l'hérésie luthérienne d'autre part. Quel sera demain le sort de l'Eglise catholique dans Vienne devenue la proie du nazisme ?

IV

Nous donnerons maintenant la parole à un homme politique français, à l'un de ceux qui, chez nous, connaissent le mieux les questions de politique internationale, et les traitent avec le plus de justesse, de conscience et d'autorité. Nous voulons parler de M. Mistler, radical-socialiste de nuance modérée, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre. M. Mistler faisait partie du ministère du 6 février. Il en a rejailli sur lui, dans l'esprit de quelques-uns, une sorte de fâcheux renom, bien à tort, croyons-nous, car le patriotisme et la compétence de cet homme encore jeune et plein de talent nous paraissent dignes de toute considération.

Son étude sur l'*Anschluss* a paru dans la *Revue de Paris* du 1er avril 1938 [5]. Il avait déjà publié

[5] Signalons que le même n° contient d'intéressants Souvenirs de M. Schuschnigg, l'infortuné chancelier d'Autriche, sur lesquels nous reviendrons peut-être plus tard, car ils nous apportent de graves leçons, à nous Français.

dans la même Revue, le 15 mars 1938, un article intitulé : *Après Berchtesgaden*, ce qui explique la réflexion qui ouvre son nouvel exposé de la situation :

« Les événements vont si vite qu'on ne peut les suivre au rythme de quinzaine d'une Revue : tel article dont les prévisions pouvaient sembler pessimistes le jour de sa rédaction les voit réalisées et au-delà le jour où il paraît et jamais, depuis plus d'un siècle, la soudaineté des décisions, la brusquerie des gestes n'a été plus grande. »

L'*Anschluss* a démenti tous les calculs. Les observateurs les mieux informés et les plus prévoyants s'y sont trompés. Pourquoi cette promptitude ? Une cause profonde, selon M. Mistler, explique cela : c'est que le travail de propagande du nazisme en Autriche était plus avancé que l'on ne pensait. — En outre, il est certain qu'en décidant un plébiscite pour le 13 mars, le chancelier Schuschnigg a précipité l'échéance. Très au courant des effets de la propagande dans les masses, Hitler et ses acolytes ont craint de perdre en un jour les fruits de leurs efforts ou du moins de subir un recul notable, de voir l'Europe alertée par un chiffre imposant d'amis de l'indépendance autrichienne. — A cela, nous ajouterions volontiers ceci : que le revirement de l'Angleterre, le renvoi de M. Eden, la décision prise par M. Chamberlain de négocier avec l'Italie ont fait craindre à Hitler de perdre l'appui ou la complicité de Mussolini. A tous les points de vue, il lui fallait se hâter. Mussolini, lié par sa parole, par l'engagement de recevoir triomphalement Hitler à Rome, au début de mai, par des promesses que nous ignorons, aurait pu se dégager promptement, si la démarche anglaise était arrivée assez tôt pour lui apporter les compensations qu'il espère d'un ralliement à la cause de la paix en Europe et dans le monde.

M. Mistler signale avec raison ce qu'il y avait de factice dans la majorité groupée autour d'hommes courageux, mais au fond peu populaires, tels que MM. Miklas et Schuschnigg, héritiers de la pensée de Dollfuss.

« Le dispositif d'annexion, dit-il, était depuis longtemps monté, comme une machine d'horlogerie, comme un véritable plan d'état-major ; seule la date du jour J, qui restait en blanc, a été avancée ; au signal, tout était prêt, depuis la distribution des brassards à croix gammée jusqu'à la mise en surveillance des suspects et la prise des otages. »

Quant à la population viennoise, elle a montré une passivité, une légèreté, une insouciance incroyables. On assurait qu'elle ne comptait pas plus de 25 % de nationaux-socialistes, et c'était vrai sans doute, car si Hitler avait pu espérer une majorité, du moment que son agent Seyss-Inquart était sur place pour contrôler les résultats du plébiscite Schuschnigg, son plan eût été de le laisser se dérouler en toute liberté. Mais la population de Vienne, en immense majorité gagnée à l'indépendance autrichienne, s'est d'abord montrée, on l'a vu plus haut, ahurie par les événements, puis amusée par la parade militaire, enfin conquise à l'*Anschluss*.

« Jadis, quand les armées prussiennes occupèrent Francfort, l'autre ville impériale (en 1866), les rues désertes avaient offert un spectacle bien différent ! L'apathie, l'insouciance viennoise, la féminité des foules toujours prêtes à acclamer le vainqueur ne suffisent point à expliquer le spectacle que nous ont rapporté tant de témoins oculaires. La vérité, c'est que le travail de noyautage et de contrôle des organes de l'Etat s'était accompagné d'une propagande extrêmement habile et tenace. Par la radio, par la presse, par le tract, on avait semé dans les esprits le doute sur la capacité de résistance de l'Autriche indépendante et sur la solidité du Front patriotique, et il est évident que beaucoup d'hommes qui figuraient sur les contrôles de cet organisme, ne le faisaient que par opportunisme. »

Tous ces gens-là auraient voté pour Schuschnigg, le 13 mars. Le 10 avril, ils ont voté pour Hitler.

Ajoutons de notre côté un facteur qui ne nous paraît pas négligeable : si l'Allemagne avait eu à sa tête un autre homme que Hitler, l'*Anschluss* ne se serait peut-être jamais fait. Un Prussien n'avait pour l'Autriche que du mépris, un mépris qui remontait à Frédéric II ! Mais Hitler était, est encore un Autrichien. Un grand nombre de ses compatriotes étaient et sont fiers de lui ; il est devenu leur idole. Par lui, on pouvait presque dire que c'était l'Allemagne qui était devenue une colonie de l'Autriche. Par lui, c'était un fils de l'Autriche qui avait imposé sa volonté, ses pensées, ses résolutions, son plan à l'énorme Allemagne incapable de se redresser toute seule. Et lui de son côté, il rêvait de son pays natal, il rêvait de prouver que l'Autrichien est un Allemand-né, un Allemand plus allemand que les autres, ce que les Allemands appellent un *Kern-Deutsch*, du « noyau d'Allemand ».

Quiconque a jeté les yeux sur les photogravures représentant la première visite de Hitler à son village natal, le jour même de l'annexion, quiconque l'a vu entouré d'une foule idolâtre, recevant des bouquets de fleurs, se penchant de sa voiture pour les recevoir, et le visage si ému, si attendri qu'on croirait qu'il va pleurer, est en état de comprendre que, dans le cœur de cet homme, — qui est, ne l'oublions pas, un autodidacte, un primitif, un homme où le sentiment reste pénétré d'une puissance toute voisine de l'instinct animal, — l'*Anschluss* représentait une pensée profonde, une obsession, une idée fixe et une idée-force. Et nous ne serions pas surpris que le secret des exécutions du 4 février 1938, et l'éloignement de quelques grands chefs de l'armée, ne s'explique par la volonté implacable de vaincre toute résistance à cette pensée dominante et impérieuse !

Du côté autrichien, le gouvernement avait dû prendre des mesures forcément impopulaires. Schuschnigg avait agi à peu près comme chez nous Poincaré ou plus tard Pierre Laval. Il avait adopté une politique de stricte orthodoxie financière et il était arrivé à créer une monnaie parfaitement saine, mais ce résultat avait été acheté chèrement, en ce sens que la nation se plaignait de la déflation, de la politique d'économies, de la restriction des crédits. Il régnait donc en Autriche un état d'esprit analogue à celui qui a entraîné la France contre les décrets-lois en 1936, et fait arriver au pouvoir le Front populaire !

« L'autre nuit, écrit M. Mistler, la radio nous a apporté pendant des heures, sans arrêt, d'autres échos. Le micro était installé à Vienne, sur la place de l'Hôtel-de-Ville ; j'imagine qu'il y avait

là, entre des camions et des tanks, un bivouac. L'un après l'autre, les soldats allemands venaient dire leurs impressions et je reconnaissais l'accent de chaque province. Ah ! cette voix saxonne qui disait : « *L'Autriche nous attendait comme une fiancée ; y en avait-il des filles pour nous embrasser, à chaque village !...* »

Mais faisons le tour de l'Europe, avec notre auteur, pour mesurer les répercussions de la victoire de la force sur le droit, en Autriche. Partout, sur les frontières du Reich, l'émotion a été formidable. Dans les cœurs est montée une angoisse. L'Allemagne se fait craindre. Elle en est peut-être ravie. L'histoire dira s'il vaut mieux se faire craindre ou se faire aimer. Nous ne cesserons de répéter que l'enjeu de tout ceci n'est autre que l'avenir de la civilisation chrétienne, l'avenir du droit et de la justice, l'avenir de la philosophie elle-même et de la religion, supérieure à la philosophie.

En Suisse alémanique, les craintes sont vives. Si Hitler peut dire : *Tout ce qui parle allemand est mien !* quel danger ne court pas un pays trilingue comme la Suisse ! Et ce danger se concrétise tout de suite, parce que les éléments proallemands sont partout au travail. Ils se remuent à Bâle plus que jamais. Le 11 mars, on signala des concentrations de troupes du côté de Lindau, au delà du lac de Constance. Les autorités fédérales durent prendre, en toute hâte, des dispositions de sécurité. La Suisse ne connaît pas plus de repos que nous-mêmes, Français. Il lui faut faire la « Garde sur le Rhin », tout comme nous voilà réduits à la faire ! — L'inquiétude règne aussi dans la petite principauté de Liechtenstein, qui est unie à la Suisse par le triple lien postal, monétaire et douanier, mais dont l'indépendance risque prochainement de ne pas peser plus lourd que celle de l'Autriche.

En Belgique, des incidents peu graves à la vérité, mais significatifs, se sont produits dans la région d'Eupen. Le 14 mars, dans la ville de ce nom, les membres du club de « Vol à la voile » ont défilé dans les rues en chemises brunes et en chantant des hymnes nazies. La police est intervenue et elle a procédé à l'arrestation des principaux meneurs, mais on peut être assuré que les choses n'en resteront pas là.

En Hongrie, il existe une minorité allemande d'un demi-million d'habitants. Ce fut donc avec un véritable sursaut de la conscience nationale que l'on apprit que la frontière allemande serait désormais sur la Leitha. Mais on se console en songeant que la Tchécoslovaquie, pays rival et détesté, est infiniment plus menacée que la Hongrie et que même certains avantages territoriaux pourraient être acquis à son détriment par la Hongrie, au cas d'un règlement de comptes que tout laisse prévoir, entre elle et l'Allemagne.

C'est donc à Prague, naturellement, que l'*Anschluss* a été le plus durement ressenti. Un seul coup d'œil sur la carte laisse voir la Tchécoslovaquie entourée sur trois côtés par la nouvelle Allemagne. Et ce qui est plus grave, le pays est divisé. Sur 15 millions d'habitants il y a près de 30 % d'allogènes, soit 4 millions et demi. Au premier rang de ceux-ci, il faut placer environ 3.700.000 Allemands catholiques, ceux qu'on appelle les Sudètes ; en outre, au sud, environ 800.000 Hongrois ; et enfin, dans la région de Teschen, 80.000 Polonais. Il est donc aisé de voir de quel côté vont se diriger les prochaines revendications de Hitler.

Enregistrons sur ce point le sentiment de M. Mistler :

« Nous croyons, écrit-il, qu'on se méprend parfois sur la nature probable de ces revendications. Quelle que soit l'ambition du chancelier Hitler, il semble assez difficile d'admettre, à moins que les puissances occidentales n'abdiquent complètement, en Europe, qu'il envisage contre Prague une opération du genre de celle qu'il a réussie contre Vienne. L'armée tchèque comprend 200.000 hommes sur le pied de paix et son armement est d'excellente qualité, une invasion ne se ferait donc pas sans combat. D'autre part, le fait que le chancelier d'Allemagne est maître de Vienne n'implique pas qu'il se considérera comme l'héritier de toutes les revendications des Habsbourg et qu'il voudra conquérir les pays de la couronne de Bohême. D'autant plus que la frontière de Bohême est géographiquement une des mieux dessinées et, sauf erreur de ma part, historiquement la plus vieille d'Europe. Par contre, quand on connaît l'activité du ministre d'Allemagne à Prague, et quand on sait quelle est son attitude depuis quelques semaines, on doit s'attendre à des exigences très prochaines et très précises du Reich ; il n'y a aucun doute, à mes yeux, que la Tchécoslovaquie sera, à bref délai, invitée à signer un accord bilatéral, du genre de celui que M. von Schuschnigg avait signé en juillet 1936, et que l'Allemagne essaiera de lui imposer, sur le plan intérieur, une large autonomie pour les Sudètes, et sur le plan diplomatique une politique de neutralité. On le sait à Prague, si l'on affecte de l'ignorer dans certains milieux à Paris. »

Voilà qui est assez net. Mais tout peut changer, aller plus ou moins vite et plus ou moins loin, selon les circonstances, selon le degré de résolution que les puissances occidentales montreront en cette terrible conjoncture.

Il est facile de signaler, dans l'affaire autrichienne, diverses étapes. Le 12 février, entrevue de Berchtesgaden, mainmise sur la politique intérieure de l'Autriche. Si l'Europe avait bougé, Hitler aurait peut-être attendu pour aller plus loin et franchir une nouvelle étape. Mais ni la France, ni l'Angleterre, ni la Société des Nations n'ont fait le plus modeste mouvement. Hitler franchit donc une nouvelle étape : il écarte Schuschnigg et le remplace par Seyss-Inquart. Si, là encore, une réaction s'était produite, il aurait peut-être laissé à l'Autriche nationale-socialiste créée par son ultimatum du 11 mars, une indépendance larvée. Mais rien ne bouge encore. Alors, il franchit résolument la troisième étape : Seyss-Inquart consent, en compère qui n'est qu'un sous-ordre, à devenir, au lieu de chancelier d'une Autriche nazie, simple stathalter d'une province annexée à la Grande-Allemagne. Le 13 mars, l'annexion pure et simple est accomplie.

Ce sera peut-être encore par degrés, par étapes, que les prochaines expansions allemandes seront faites.

Mais il est sûr que partout où il y a des ressortissants allemands, des complications sont à craindre.

M. Mistler essaie de comprendre ce qui doit se passer à Varsovie d'une part, à Rome de l'autre. Il lui semble impossible que la Pologne et l'Italie

voient sans inquiétude, pour le couloir de Dantzig d'une part, et pour le Tyrol d'autre part, l'exécution des plans allemands.

« On peut trouver trop simpliste la thèse de ceux qui affirment que l'Italie se considère comme payée par des promesses dont nos possessions d'Afrique feraient les frais, ou que la Pologne a déjà pris des compensations en imposant ses conditions à la Lithuanie. C'est oublier, d'une part, le réalisme italien, c'est méconnaître, de l'autre, que l'affaire lithuanienne était un vieux litige envenimé par dix-huit ans de procédure et que la revendication de la Pologne, pour avoir été présentée d'une manière assez fâcheuse, n'en était pas moins solidement fondée. »

Que faire donc, en présence des faits troublants qui ont mis l'Europe en émoi ? M. Mistler a raison de dire que l'on ne peut pas regarder la guerre comme une fatalité inévitable. Mais pour l'empêcher, le meilleur moyen n'est pas de dire que l'on n'en veut pas. Il faut établir des barrages solides. Il faut alerter les puissances capables de parler haut. Il faut unir les Français d'abord, unir les grands Européens ensuite.

« Il faut, déclare M. Mistler, d'accord avec l'Angleterre, agir sur les points d'appui de l'équilibre européen, et, renonçant à la théorie périmée de la sécurité collective, qui n'a valu que des échecs à nos diplomates, il faut essayer d'urgence de revaloriser nos amitiés et nos alliances. Je n'ai jamais entendu dire que notre alliance de 1925 avec la Pologne ou nos accords avec l'Italie aient été dénoncés. Je sais bien qu'ils ont souffert du temps. Ne croit-on pas le moment venu de les revoir et de faire le nécessaire pour leur rendre force et vigueur ? »

Seulement, M. Mistler est bien d'avis qu'avant de faire l'union en Europe, pour la paix et le respect du statut territorial, il faut, le plus vite possible, faire l'union des Français eux-mêmes !

V

Nous ne terminerons pas cette Causerie, consacrée tout entière à l'examen des plus terribles problèmes de l'heure actuelle, sans demander aussi l'avis de notre vieille *Revue des Deux Mondes*, cette forteresse du bon sens français et de la tradition nationale française. On sait que, depuis la mort de M. Doumic, cet esprit si fin, si mesuré, si patriote, si clairvoyant, elle se trouve sous la direction de M. André Chaumeix, qui représente également ce qu'il y a de plus pondéré et de plus prudent dans notre esprit public.

La question de l'*Anschluss*, dont pas une Revue n'a pu esquiver la redoutable actualité, y a été traitée, dans le n° du 1er avril, par Philippe Barrès. Nous ne lui demanderons pas de nouveaux détails sur les événements eux-mêmes. Mais il nous a plu de trouver chez lui la confirmation de ce que nous disions plus haut, à savoir, que l'*Anschluss* est ou plutôt a été *l'affaire personnelle* et, si l'on ose dire, *l'affaire de cœur* de Hitler.

« On le sait, écrit Philippe Barrès, Hitler est né à Braunau, sur l'Inn, de père et mère autrichiens, de condition populaire, paysanne et fonctionnaire. Il a en Autriche les tombes de ses parents, une sœur encore vivante, ses souvenirs de gamin, d'étudiant pauvre et qui même retomba, après un échec à l'école de dessin de Vienne, dans l'état d'ouvrier maçon. Il a reçu à Vienne, avant la guerre, les semonces des chefs des syndicats rouges, qu'il refusait de suivre, et les éclaboussures des voitures des « aristocrates » et des « hommes d'affaires juifs ».

Il a raconté dans *Mein Kampf* et ailleurs la poésie et la misère de ces années et son désir d'enfant d'associer au grand rêve de Bismarck l'Autriche irrémédiablement diminuée depuis Sadowa. Il a dit comment il lisait, dans les recueils de magazines de la guerre de 1870-1871, les récits à la gloire de la Prusse victorieuse d'un Bonaparte, comme elle l'avait été des Habsbourg. Et il demandait à son douanier de père : « Papa, et Sedan, pourquoi n'y étais-tu pas, toi, avec ceux du grand Reich ? »

C'est ainsi du moins que Hitler, candidat au pouvoir, politique, orateur, visionnaire et roublard, décrit son enfance qu'il veut montrer prédestinée à la conquête des deux empires. Le certain, c'est que, venu de Vienne à Munich, en 1913, il s'engagea dès la mobilisation dans un régiment d'infanterie bavaroise, où il fit toute la guerre comme soldat allemand. Ce qui est certain encore, c'est qu'au retour du front, et la paix signée, c'est à Munich qu'il revint ruminer les immenses projets qui devaient le conduire au relèvement du Reich et à l'Anschluss autrichien.

L'Anschluss, il faut le répéter toujours, ***a été avant tout une obsession personnelle d'Hitler*** (c'est nous qui soulignons). La réaction d'un patriote et aussi d'un homme d'une énergie phénoménale, qui jamais n'accepte un échec sans se promettre une revanche. Or, cette origine autrichienne a été son boulet, au début de sa carrière. Il avait beau dire, dans de magnifiques élans lyriques, qu'aucun Allemand de l'intérieur n'a jamais senti la patrie allemande comme les *Allemands du dehors* [6], il avait beau magnifier la nostalgie de l'exilé de l'Empire, on a longtemps souri.

Il avait dû, après d'innombrables échecs pour se faire naturaliser, se prêter à la fiction d'une petite municipalité bavaroise sympathique à sa cause et qui, l'ayant inscrit comme fonctionnaire local, comme gendarme, je crois, réussit à lui faire obtenir, par un artifice de procédure, la nationalité allemande tant désirée. Mais on plaisantait « le gendarme Adolf ». Et puis, il y avait les propos de Hindenburg sur « ce caporal autrichien » et j'ai le souvenir d'une réunion publique en 1932, où il s'écria, n'étant pas encore au pouvoir : « Cette dualité de mes patries est un phénomène tout à fait provisoire. »

Il avait écrit dans *Mein Kampf*, envers et contre toutes les protestations des techniciens, des hommes pondérés et des défaitistes de l'époque : « Bonne ou mauvaise au point de vue pratique immédiat, cette union (l'Anschluss) doit être, car un même sang appartient au même empire. »

Cette longue citation nous a paru intéressante pour fixer un point d'histoire et aussi pour permettre de prévoir ce qui va suivre, si l'Europe n'y prend garde. Ce restaurateur de l'Allemagne vaincue en 1918 était un « Allemand du dehors », comme qui dirait un Allemand de la *Diaspora*. Et il en garde les sentiments. La Diaspora le poursuit, le hante, l'inspire en tous ses actes. Il fonde la nation sur un concept faux, mais puissant : *la race*. Ce concept est faux ; c'est un concept de primaire, d'homme qui ignore l'histoire et l'ethnologie. Mais c'est un concept populaire, un concept primitif, un concept imprégné de sentiment et d'instinct aveugle. *Faire appel au sang*, jouer sur l'orgueil du sang, prendre ses auditoires populaires aux entrailles en les soumet-

6 Notez cette expression, qui explique pourquoi Hitler a la hantise de la réunion des Allemands du dehors au Grand Reich.

tant à ce double mouvement que l'on trouve déjà dans Luther : le souvenir amer de la honte, de l'humiliation, de la misère, — puis l'espoir ardent, le désir passionné, la volonté enragée du relèvement, de la vengeance, de la domination : voilà tout le secret de l'éloquence brutale mais irrésistible de Hitler.

Nous venons d'évoquer Luther, avec son balancement de la sensation ignoble du péché incurable à la certitude rayonnante du salut par la foi seule sans les œuvres ; Philippe Barrès l'évoque également à propos de Hitler, mais dans un autre sens. Il rappelle le mot de Luther, à la diète de Worms, le 18 avril 1521 : « *Ich kann nicht anders !* Je ne puis pas faire autrement !... » Et il dit qu'il l'a entendu souvent répéter aussi à Hitler. Cela veut dire qu'il se sent comme une force aveugle, il se sent poussé en avant comme un boulet de canon mû par une force étrangère. Cet homme est une force de la nature, un orage, un cataclysme. Voici du reste comment Philippe Barrès l'a vu et le décrit :

« Je regarde l'homme, sa carrure, son poids, l'épaisseur de sa main, la rude nature de la peau, de la moustache, du cheveu, le nez fort, légèrement boursouflé d'une paire de petites verrues, le mystère du regard et ce cou qui peut donner de l'air à l'une des voix les plus puissantes du monde. Et je me rappelle un instant, tout à l'heure, où, voyant une faute du service d'ordre, qui repoussait la foule trop loin, il se tourna debout de sa voiture vers celle de son adjudant Bruckner, hachant à grands coups de mâchoire des paroles pressées.

L'œil mauvais, le front pourpre, un effroyable menton décroché en avant, il était l'image de la furie... Je me rappelle aussi son cri de tout à l'heure aux hommes des troupes brunes à propos des exécutions récentes de leurs chefs le 30 juin (1934) : « Vous n'avez rien de commun, vous, avec ces ombres », et l'applaudissement des deux cent mille auditeurs.

Alors je distingue chez Hitler, vu de près, un trait décisif, bien plus important que son éloquence et même que les élans fumeux de son imagination : un esprit terriblement positif servi par une nature de fer. »

Conclusion : l'heure que nous vivons est décisive pour la France et pour son avenir. Si elle tarde trop à s'affirmer, à s'unir, à montrer son vrai visage, les peuples perdront toute confiance en elle, ils iront se courber devant la force. L'*Anschluss* a coupé l'Europe en son centre. Tout ce qui est au-delà, — Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Pologne, — ne peut plus compter que sur l'Occident, car la Russie n'existe plus, et même si elle intervenait, on peut dire que « le remède serait pire que le mal » et que la mystique antibolchéviste jouerait à fond en faveur de l'Allemagne contre la Russie.

Malheureusement, nous sommes nous-mêmes empoisonnés de marxisme, et voilà le point le plus sombre des jours que nous allons vivre. C'est le moment de prier pour le salut du pays ! Une Jeanne d'Arc a suffi à Dieu, en une heure de semblable péril ! La main de la Providence n'est pas raccourcie !

C'est par un acte de foi que nous tenons à terminer cette Causerie attristée.

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

« Etudes morales, sociales et juridiques. » — Abbé Jacques Leclercq, professeur à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Institut Saint-Louis de Bruxelles. — **Leçons de Droit naturel.** IV. *Les droits et devoirs individuels.* Première partie : *Vie, disposition de soi.* In-8 de 200 p., 20 f. belges. — Deuxième partie : *Travail, Propriété.* In-8 de 434 p., 50 f. belges. — Editions Ad. Wesmael-Charlier, 69, rue du Fer, Namur ; et Société d'Etudes morales, sociales et juridiques, 11, rue des Récollets, Louvain.

Yves de la Brière. **Le droit de juste guerre.** *Tradition théologique, adaptations contemporaines.* — In-8 de 208 p. — Paris, A. Pedone.

Union internationale d'études sociales. — **Code de Morale internationale.** — In-12 de 224 p., 12 f. — Paris, Spes.

I. — Les trois premiers tomes des *Leçons de Droit naturel* de M. l'abbé Leclercq sont antérieurs à 1933 et n'ont jamais été communiqués à l'*Ami*. Ils étudiaient 1° le Fondement du Droit et de la Société, 2° l'Etat ou la politique, 3° la Famille.

Le dernier tome a moins d'unité que les précédents, puisqu'il y est question à la fois du respect de la vie et du respect de la propriété, ces « deux fondements de l'ordre bourgeois ou peut-être (disons : certainement) de l'ordre tout court. » La matière étant considérable, l'auteur a dû la répartir en deux volumes, l'un pour la vie et la disposition de soi, l'autre pour le travail et la propriété.

Ecrivant pour être clair et de manière à être compris de tous ceux qui cherchent sincèrement la vérité, l'auteur s'est abstenu de faire étalage d'érudition et de surcharger son texte de références. On ne peut que l'en féliciter. Les indications fournies sont suffisantes et la lecture des chapitres est attrayante et facile.

La division du 1er volume est simple. Trois chapitres étudient successivement le respect de la vie en général ; le respect de la vie et l'Etat ; la liberté de la personne humaine (la libre disposition de soi). Division logique et pratique à la fois, puisqu'elle permet d'y faire rentrer tous les problèmes de morale naturelle (et même çà et là surnaturelle) relatifs au suicide, à l'homicide, au devoir de vivre, au respect du corps et de la santé. Au cours de la lecture, nous avons noté des aperçus historiques et ethnologiques intéressants, concernant les coutumes des peuples anciens et des primitifs. — Le respect de la vie par l'Etat soulève d'abondantes controverses touchant le droit de punir et la légitime défense sociale, la peine de mort et surtout le droit de guerre et la valeur, en face du devoir militaire en temps de guerre, de l'objection de conscience. Avec plaisir, nous avons constaté que, tout en rapportant les opinions parfois bien divergentes des moralistes, l'auteur s'efforce de demeurer objectif et de proposer, avec toutes les nuances requises par des sujets aussi délicats, les vraies solutions moyennes. — Le troisième chapitre renferme des réflexions, historiquement fondées et justes moralement, concernant l'esclavage, le droit naturel et la morale catholique. Le travail forcé, qui est une forme moderne d'esclavage, n'est légitime que dans la mesure où il est nécessaire. En rangeant le service militaire obligatoire dans la catégorie des « travaux forcés », M. Leclercq avertit expressément le lecteur « qu'on doit dégager ce terme de la signification odieuse que les usages modernes lui donnent » (p. 181).

La deuxième partie, *Travail, Propriété*, malgré son volume respectable, ne peut toucher à ces questions,

vingt fois scrutées par les sociologues, que *per summa capita*. L'auteur les a groupées sous sept chefs différents : le travail, le droit de propriété, le communisme, le problème du capital et du travail (question du prêt à intérêt), le libéralisme économique, le socialisme avec ses diverses écoles et tendances [socialisme associationniste (Owen, Fourier, Louis Blanc, Proudhon), socialisme collectiviste (Saint-Simon, Rodbertus et Lassalle, Karl Marx), socialisme réformiste et (n'oublions pas que l'auteur est belge) les corrections qu'y ont apportées M. Vandervelde et surtout M. de Man, corrections tellement accentuées que le socialisme n'apparaît plus, chez ce dernier du moins, que comme une réaction contre les injustices sociales]. Par delà le socialisme, M. Leclercq entrevoit les désordres de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire, du communisme bolchévique et du communisme hors de Russie. — Le dernier chapitre a trait au mouvement social chrétien. L'auteur nous avertit qu'il aurait voulu être ici plus complet ; il a tâché du moins d'y mettre l'essentiel. La conclusion est assez dure pour certains catholiques :

« On ne peut retenir un sentiment de mélancolie. *Le mouvement social chrétien possédait des principes nécessaires à corriger les abus du libéralisme économique et à assainir la vie sociale. Il n'a pas su les dégager dans leur ensemble avec une fermeté et une précision qui les imposassent ; il lui a manqué un grand théoricien.* Sa faiblesse tient à l'absence de préoccupations doctrinales — entendons par là doctrine sociale, non doctrine religieuse — chez ses dirigeants, et au refus de ceux des catholiques qui bénéficiaient du libéralisme économique. Professant une doctrine de collaboration de classes, ils ne pouvaient se passer du concours des classes capitalistes. Les Souverains Pontifes ont essayé d'orienter la pensée catholique : ils n'ont été suivis que par ceux qui marchaient déjà dans ce sens. Leurs encycliques ont été comme le coup de fouet du cocher sur un attelage embourbé ; il ne suffit pas à sortir de l'ornière, si quelques bras robustes ne viennent l'aider » (p. 400).

II. — Un chapitre de M. l'abbé Leclercq était consacré au droit de guerre et à l'objection de conscience. C'est tout un volume que nous offre sur ce sujet la plume autorisée du P. de la Brière.

Le chapitre I^er expose la tradition théologique, s'originant au Nouveau Testament et se précisant toujours davantage en passant par l'attitude de la chrétienté des premiers siècles en face du problème militaire, par l'enseignement des Pères, tels S. Augustin, S. Isidore de Séville, Yves de Chartres et le « Décret » de Gratien pour aboutir aux trois conditions formulées par S. Thomas d'Aquin pour justifier la guerre : l'autorité compétente pour la déclarer, la cause juste (faute de l'adversaire) pour la légitimer, l'intention droite qui cherche à conserver les prescriptions de la morale dans les actes que la guerre impose aux belligérants. Les détails du *De jure belli* de François de Vitoria, les précisions apportées par Banez et Molina, les discussions juridiques de Suarez, l'exposé didactique, publié après la grande guerre (ouvrage posthume), d'Alfred Vanderpol trouvent ici un bref rappel qui achève de situer avec exactitude la tradition théologique.

Le chap. II rapproche les trois conditions thomistes de la juste guerre du droit des gens actuel et précise un point qui pourrait rester matière à controverse, savoir, l'extension ou la rigueur qu'il faut donner au terme de « faute », *culpa*, constituant l'injustice qu'il s'agit de réparer « En pareil domaine, déclare l'auteur, c'est le fait *objectif* de la violation du droit, ou de l'injustice commise, et non pas le fait *subjectif* de la culpabilité morale » (p. 69).

L'éventualité d'une guerre pose plus d'un problème à la conscience morale. C'est l'objet du chap. III. Tout d'abord l'auteur exclut, « comme incompatible avec la morale et le droit, toute conception philosophique d'après laquelle le recours à la guerre se justifierait au nom d'un pacte bénévole, conclu par les belligérants pour régler leur litige ; pacte en vertu duquel on s'en remettrait à la fortune des armes... pour trancher le différend. » Un tel pacte est « intrinsèquement nul, invalide et inopérant. » Il faut une cause juste pour légitimer la guerre. La guerre, si elle est juste, ne peut *objectivement* l'être que d'un côté à la fois. Mais il faut pratiquement se placer devant un problème que les anciens n'avaient pas coutume de considérer de très près avant le XVI^e siècle, et pas toujours même depuis lors, « le problème de conscience *collective* et de *psychologie sociale* qu'est le *jugement subjectif* porté par chaque belligérant sur *le rôle et les responsabilités de son propre Etat dans un conflit guerrier* » (p. 83). Sous cet aspect, il peut se faire que, des deux côtés à la fois, on soit convaincu de faire une juste guerre.

La doctrine de la juste guerre amène l'auteur à examiner le cas de l'objection de conscience. L'objection de conscience à portée universelle, c'est-à-dire formulée par principe anti-belliciste, doit être absolument réprouvée. Mais elle peut se concevoir visant seulement *telle* guerre ou *tel* appel militaire en particulier. Théoriquement il s'agirait de refuser sa participation à une guerre dont l'objectif pourrait paraître indubitablement injuste et criminel. Ce sont là des cas d'exception qui, individuellement, peuvent être motivés, mais « qu'il n'est pas *normal et loisible* d'envisager, au nom de la conscience humaine et chrétienne, dans les conditions où se présente *communément* l'appel militaire... On peut habituellement et normalement obéir, en toute sécurité de conscience, à l'appel militaire et à toutes les obligations qu'il comporte. Et, si on le peut, on le doit » (p. 89). Ce principe général une fois posé, il est encore nécessaire d'examiner certains cas très particuliers d'une objection de conscience légitime (si, par exemple, le commandement exigeait une violation flagrante des lois et coutumes de la guerre) et l'attitude possible de l'autorité à l'égard des différentes catégories d'objecteurs de conscience.

En étudiant la « conduite des hostilités » (ch. IV), le P. de la Brière fait état surtout des principales institutions et réglementations modernes pour limiter, d'une manière raisonnable et salutaire, les conséquences directes des violences guerrières, même licites par ailleurs (soin des blessés, droits et immunités des formations sanitaires, conventions sur les droits et devoirs des belligérants, prescriptions en vigueur sur la conduite des hostilités et, pour conclure, distinction absolue à observer entre combattants et non-combattants).

L'ouvrage se continue par l'exposé des droits et devoirs des tierces puissances neutres (ch. V), par l'étude des représailles, justes ou injustes (ch. VI), et il arrive, au dénouement des hostilités, aux éléments d'une juste paix (ch. VII) et au problème si délicat des sanctions (ch. VIII) dont le but est de démontrer « qu'on ne viole pas toujours impunément la justice, l'ordre social, la règle du droit » (p. 160). Problème délicat, disons-nous, et que le P. de la Brière semble bien avoir replacé sous son vrai jour. Pour justifier les sanctions — dans une limite raisonnable des possibilités humaines, — il lui semble inutile de proposer comme condition la culpabilité morale de l'adversaire, culpabilité toujours discutable et difficilement démontrable : « Ce qui sera vraiment démontrable (et non pas toujours très facilement) consistera dans le fait extérieur et public de *la transgression du droit, par violation certaine, grave, obstinée, avec refus de recourir aux solutions pacifiques*. Ce fait engendre une responsabilité *juridique*, une imputabilité certaine qui suffit pour motiver le recours à une juste contrainte par la force et un *juste verdict* imposant les satisfactions dûment exigibles » (p. 175).

Les deux derniers chapitres ont pour objet la « critique de la conception traditionnelle de la juste guerre » et la réponse à cette critique. Le recours à la « juste »